

QUE VEULENT LES PROFS ?

Une enquête d'opinion réalisée récemment par l'IFOP avance quelques éléments de réponse à cette question. Loin de vouloir le « grand soir », des réformes remettant en cause profondément le système éducatif, l'enquête dessine le portrait d'une profession qui n'aspire qu'à une seule chose : qu'on **la laisse faire son métier** en toute confiance.

Des demandes somme toute raisonnables de la part d'une profession essentiellement mue par **la passion** d'une discipline et qui souhaite la transmettre dans les meilleures conditions possibles. L'enquête nous enseigne que les professeurs ont tout de même des idées bien précises sur ce qu'ils souhaitent ou pas.

Ils sont ainsi une grande majorité (64%) à considérer que l'amélioration de leurs conditions de travail passe en tout premier lieu par **une diminution du nombre d'élèves dans les classes**.

Second enseignement : **des augmentations salariales** vraiment significatives, hors de proportion avec la « revalorisation » issue du PPCR (Parcours professionnels, carrières et rémunérations). L'enquête précise que selon eux, cette revalorisation ne doit surtout pas s'accompagner en contrepartie d'une **augmentation du nombre des heures travaillées**.

Les collègues s'étant exprimés ne se retrouvent pas, en revanche, sur le thème de **l'autonomie** à propos de laquelle plusieurs candidats à l'élection présidentielle ont déclaré en demander... le développement.

45% des répondants à l'enquête y sont **favorables** contre 40%. Et encore, les premiers indiquent-ils qu'ils n'y seraient favorables qu'à condition qu'elle soit **limitée**.

Ils condamnent (à 78%) la possibilité laissée au chef d'établissement de **recruter les enseignants** et demandent (à 60%) que ne soit pas accordée aux parents **d'avantage de place** dans le fonctionnement des établissements.

Le SNCL-FAEN se retrouve dans **la plupart** des affirmations et prises de position des répondants à cette enquête ; nous avons déjà eu l'occasion d'affirmer que le degré d'autonomie dont disposent les établissements ne doit **pas être dépassé** parce que cela remettrait en cause **la liberté pédagogique** des enseignants et conduirait à **une concurrence effrénée** qui ne serait bénéfique ni pour les personnels ni pour les élèves.

Le SNCL-FAEN fait aussi **siennes** les revendications sur **la baisse du nombre d'élèves** par classe et **l'amélioration salariale** digne de la difficulté du métier qu'un prochain gouvernement devra acter dès sa prise de fonction s'il veut donner **un signe fort** aux enseignants.

Fidèle à ses engagements auprès de nos collègues enseignants et en **toute indépendance**, quel que soit le gouvernement en place, le SNCL-FAEN entend continuer à les défendre sans faille pour que leurs revendications soient **enfin entendues**.

Ce qui ne signifie pas qu'il faudrait que rien ne change. Ils l'ont d'ailleurs montré à l'occasion des actions de revendication les plus récentes contre la réforme du collège, la défense de leur statut notamment.

Avec le soutien de leurs organisations syndicales, dont le SNCL-FAEN, ils sont prêts à défendre leurs conditions de travail et celles de leurs élèves.

STAGIAIRES : POUR AMÉLIORER LA FORMATION

C'est un fait : l'éducation n'a pas fait l'objet de **propositions novatrices** des candidats à l'élection présidentielle. Seulement **trois d'entre eux** ont évoqué le sujet au cours du débat du 20 mars. Tous s'accordent pourtant à dire que **la formation des enseignants est l'un des enjeux majeurs** si l'on souhaite développer davantage leur capacité à **faire face aux défis** que représente la reproduction des inégalités sociales à l'école.

Dans ce contexte, il est donc surprenant que n'ait pas obtenu **d'avantage d'écho** le mouvement de protestation entamé fin mars par des professeurs **stagiaires** dans **l'académie de Grenoble**.

Les organisations syndicales ont dénoncé ces **conditions de formation** infantilisantes, insuffisantes et pour tout dire indignes au regard des enjeux. Le SNCL-FAEN s'en est fait l'écho à plusieurs reprises dans ses publications et a déjà évoqué le problème au cours de **ses interventions ministérielles**. La situation a pourtant **peu évolué**.

Les conditions faites aux stagiaires pour se former ne sont **pas à la hauteur** parce que ces étudiants ont passé **un concours sélectif** de très haut niveau et qu'ils ont vocation à leur tour à **former la jeunesse** de notre pays dans un monde en constante évolution.

Ces étudiants ne sont pas satisfaits de la qualité de la formation qui leur est donnée : des cours abstraits, trop théoriques et, selon eux, **sans grand intérêt** par rapport à leurs attentes.

Ils dénoncent aussi **la lourdeur de l'organisation** de la formation au cours de laquelle ils doivent enseigner à mi-temps, se former l'autre partie du temps et **dans la même période** produire un travail de

recherche sous la forme d'un mémoire. Ce qui leur laisse un sentiment d'**insatisfaction** parce qu'ils ne peuvent mener de front la charge de travail, de stress qu'implique la prise en charge de leurs classes avec les temps de réflexion, de préparations de cours, corrections et l'investissement que réclame la rédaction d'un travail universitaire.

Leurs demandes sont claires : une formation axée davantage sur **les problématiques rencontrées lors de leurs séquences d'enseignement** dans les établissements et une plus large réflexion sur **la pratique** de la classe.

Loin d'être une spécificité de l'académie de Grenoble, les différents contacts du SNCL-FAEN avec les stagiaires sur tout le territoire nous confirment que **la grogne** est très développée sans que pour l'instant le mouvement soit encore largement répandu.

Le SNCL-FAEN ajoute que les stagiaires sont aussi confrontés à **des conditions de formation épuisantes** : les centres de formation sont parfois **éloignés** de leur lieu d'enseignement. S'ensuit du temps passé en transport et des frais annexes parfois lourds. Certains jeunes se sentent laissés à **l'abandon** à gérer tout seuls leurs difficultés et leur questionnement sur leur enseignement. Certains peuvent en éprouver **un sentiment de dévalorisation** qui les conduit à **la démission**.

Ce qui ne doit pas faire négliger **la formation continue** des enseignants déjà en poste. Les enseignants français bénéficient de seulement **3,5 journées** de formation par an en moyenne, contre **8 jours** dans l'ensemble des autres pays développés comparables.

Le SNCL-FAEN sera aussi attentif à cette réalité-là.

